



PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES
SEXES ET L'AUTONOMISATION
DES FEMMES

—
ADVANCING GENDER EQUALITY
AND WOMEN'S EMPOWERMENT

FAIRE DE L'INÉGALITÉ DES SEXES UNE HISTOIRE DU PASSÉ

*Recommandations du
Conseil consultatif sur l'égalité des sexes
pour la présidence canadienne du G7*

Recommandations du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes pour la présidence canadienne du G7

RÉSUMÉ

Nous, membres du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes, savons que tout le monde a avantage à ce que les filles et les femmes¹ soient en sécurité, en bonne santé, instruites, entendues et à ce qu'elles aient le pouvoir de prendre des décisions concernant leur propre vie. Mais l'inégalité entre les sexes persiste dans toutes les sociétés, et les progrès pour les filles et les femmes restent trop lents, inégaux et susceptibles de s'inverser. Aujourd'hui, les dirigeants du G7 ont une occasion unique de répondre aux mouvements croissants de filles et de femmes qui se font entendre dans le monde entier, et ce, par des engagements concrets, de nouveaux investissements et des objectifs mesurables pour faire progresser l'égalité des sexes. Nous demandons aux dirigeants du G7 d'adopter et de mettre en œuvre les recommandations de l'ensemble de notre rapport, y compris celles qui figurent dans les pages suivantes.

FAIRE DE L'INÉGALITÉ DES SEXES UNE HISTOIRE DU PASSÉ

Il y a treize ans, en réponse à une mobilisation massive et à un militantisme, les dirigeants des plus grandes économies avancées ont fait la promesse audacieuse d'« abolir la pauvreté ». Depuis lors, grâce au leadership et à l'investissement, la vie des plus pauvres du monde s'est améliorée à presque tous les niveaux. Mais la violence, l'insécurité, la pauvreté et l'inégalité sont toujours des obstacles pour des milliards de personnes et l'humanité dans son ensemble, ce qui risque d'entraîner une instabilité à long terme et de ralentir la croissance économique mondiale. Au cœur de chacun de ces défis se trouvent les vies sous-évaluées, mais puissantes, des filles et des femmes.

Pourtant, partout dans le monde, les filles et les femmes prennent la parole. Elles se sont manifestées pour dénoncer la discrimination, le harcèlement et la violence qu'elles subissent dans leur vie quotidienne. Elles sont déterminées à revendiquer leurs droits, à montrer à quoi ressemblerait un monde plus égalitaire entre les sexes et comment toute l'humanité en profiterait. Aux côtés d'intervenants des secteurs public et privé, les femmes sont appuyées par des mouvements de plus en plus nombreux de communautés diversifiées en faveur des mêmes droits de la personne pour tous.

¹ Le Conseil consultatif sur l'égalité des sexes utilise le mot « femme » pour inclure toutes les personnes qui s'identifient comme femmes, y compris les femmes trans et cis, bispirituelles, intersexuelles; et le mot « homme » pour inclure toutes les personnes qui s'identifient comme hommes, y compris les hommes trans et cis, bispirituels, intersexuels.

Jamais auparavant les campagnes et les voix des filles et des femmes n'ont été aussi visibles, aussi bruyantes, dans autant de parties du monde. Dans les communautés du monde entier, des mouvements de base comme #metoo, #BalanceTonPorc, #MyDressMyChoice et #Cuéntalo signalent une nouvelle vague de militantisme citoyen, mettant en lumière l'inégalité entre les sexes et exigeant la responsabilisation de tous.

Le moment est venu d'écouter et d'apprendre.

Le moment est venu de passer à l'action.

Le moment est venu de transformer cette formidable dynamique en progrès et en changements durables.

Le moment est venu pour les dirigeants du G7 de faire de l'inégalité des sexes une histoire du passé.

Les faits sont clairs : lorsque les filles et les femmes sont en bonne santé, instruites, incluses, et qu'elles peuvent prendre des décisions concernant leur propre vie et leur propre corps et être le moteur du changement dans leur communauté, leurs pays et le monde, il y a un effet d'entraînement et tout un chacun en profite. Pourtant, l'inégalité entre les sexes persiste dans toutes les sociétés, et les défis sont particulièrement importants pour les personnes marginalisées – femmes vivant dans la pauvreté, femmes issues de communautés autochtones et ethniques, femmes LGBTQI2, femmes de couleur, femmes handicapées et femmes réfugiées et migrantes. Leur avancement exige des approches particulières qui tiennent compte des discriminations croisées auxquelles elles sont confrontées.

Les objectifs de développement durable (ODD) reflètent un tournant dans l'attention politique mondiale accordée aux filles et aux femmes : 193 nations se sont engagées à mettre fin à l'inégalité entre les sexes sous toutes ses formes d'ici 2030. Cet engagement reflète un consensus pour s'attaquer non seulement aux symptômes, mais aussi aux facteurs sous-jacents de l'inégalité.

Nous, membres du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes pour la présidence canadienne du G7, rassemblons l'expertise et le leadership des pays du G7 et d'ailleurs. Nous conseillons le Canada sur un programme audacieux et ambitieux pour sa présidence du G7 qui permettra d'enregistrer des progrès importants en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les filles et les femmes. Ensemble, nous voulons :

- ✓ Des filles et des femmes en sécurité, en bonne santé, instruites, entendues et ayant les pouvoirs nécessaires, soutenues par les ressources et les possibilités dont elles ont besoin pour être des moteurs du changement dans leur propre vie et pour un monde meilleur;
- ✓ Des sociétés dans lesquelles les filles et les femmes sont représentées sur un pied d'égalité dans les organes de décision et sont à l'abri du harcèlement et de la violence;

- ✓ Des économies prospères, novatrices, inclusives et plus équitables;
- ✓ Une planète saine et durable;
- ✓ Un monde pacifique, juste et sûr.

La réalisation de progrès à l'égard de l'égalité des sexes est l'affaire de tous, et cela ne peut se faire de façon anodine. Cela exige une transformation fondamentale du pouvoir inégal dans les relations entre les sexes, les rôles sociaux, les normes fondées sur le sexe et les stéréotypes qui sous-tendent tant de défis auxquels les filles et les femmes sont confrontées. Une action accélérée, l'intensification des bonnes pratiques et un niveau d'ambition et d'engagement politique et financier beaucoup plus élevé sont nécessaires. Des efforts, non seulement de la part des gouvernements, mais également de la société civile, des universités, des éducateurs, des institutions multilatérales, des médias, des jeunes et du secteur privé sont également nécessaires.

Les obstacles à l'égalité des sexes sont profondément enracinés et il ne sera pas facile de les surmonter. Mais lorsque nous réussissons – et nous le ferons si nous travaillons ensemble – nous en profiterons tous de façon exponentielle, puisque l'égalité crée quelque chose de grand pour tout le monde.

Le G7 est très bien placé pour amener le changement bien au-delà des frontières de ses pays membres. Liés par des valeurs communes de liberté et de démocratie, de paix et de sécurité, de primauté du droit et de respect des droits de la personne, les dirigeants du G7 sont dans une position unique pour prendre des mesures concrètes afin de faire progresser l'égalité des sexes au pays et à l'étranger. Il est essentiel de le faire pour résoudre les nombreux défis économiques, de développement et de sécurité avec lesquels doivent composer le G7, ses partenaires et le monde. En effet, les objectifs des pays du G7 ne peuvent être atteints si la moitié de la population mondiale – filles et femmes – est laissée pour compte.

Nous demandons des engagements concrets, assortis de nouveaux investissements importants, de cibles mesurables et de mesures rigoureuses de responsabilisation, qui s'appuient sur les objectifs de développement durable – y compris le cinquième ODD, Parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes d'ici 2030.

Nous recommandons des mesures qui reconnaissent la diversité des filles et des femmes, ciblent des formes multiples et croisées de discrimination et de désavantage, mettent un frein au recul des droits des femmes et ne laissent personne pour compte.

Nous recommandons aux filles et aux femmes d'ajouter la diversité de leurs voix aux programmes et d'être présentes à toutes les tables de négociation.

Nous souscrivons aux recommandations découlant du Sommet du W7 et appelons à leur inclusion dans les résultats et l'action du G7.

Nous félicitons le Canada d'avoir mis sur pied le Conseil consultatif sur l'égalité des sexes pour la présidence canadienne du G7, et demandons au G7 d'institutionnaliser cette pratique, en plaçant l'égalité des sexes au cœur des activités principales du G7, et d'encourager les futures présidences à poursuivre le travail accompli en 2018. Il s'agit notamment de veiller à ce que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes soient à la fois un thème autonome et transversal dans toutes les délibérations du G7. Nous nous félicitons des engagements pris à ce jour par le G7 en faveur de l'égalité des sexes. Sur la base de ces travaux, nous appelons à l'adoption et à la mise en œuvre intégrale de nos recommandations, y compris celles qui sont présentées ci-après.

FILLES ET FEMMES : EN SÉCURITÉ, EN SANTÉ, INSTRUITES, ENTENDUES ET VISIBLES

L'inégalité des sexes demeure une question morale, économique et sociale urgente. Malgré des cadres normatifs internationaux rigoureux et des décennies de réalisations importantes, les écarts économiques, politiques et sociétaux entre les femmes et les hommes demeurent importants et nos progrès sont vulnérables à la régression. Ces inégalités varient selon le groupe et d'autres facteurs. Les femmes LGBTQI2 et les femmes autochtones sont particulièrement vulnérables. Par exemple, les femmes autochtones sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté en raison de la colonisation, de la dévalorisation des peuples autochtones et de la persistance de la discrimination sociale fondée non seulement sur le racisme et le sexe, mais aussi sur la classe et la culture.

Le Conseil consultatif sur l'égalité des sexes demande aux dirigeants du G7 de prendre des mesures concrètes pour que les filles et les femmes soient en sécurité, en bonne santé, instruites, entendues et visibles. **Le Conseil recommande entre autres aux dirigeants du G7 les mesures suivantes :**

- ✓ S'engager à consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement (APD) et veiller à ce que 20 % de tous les investissements d'aide aient pour principal objectif de promouvoir les droits des filles et des femmes, l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes.
- ✓ Fournir un soutien stratégique et financier aux pays en développement et aux pays touchés par des conflits afin d'améliorer l'accès à un minimum de 12 ans d'éducation gratuite, sûre, de qualité et tenant compte des sexospécificités.
- ✓ S'assurer que les femmes et les filles sont à l'abri de la violence en s'engageant à fournir un financement suffisant basé sur un exercice national d'établissement des coûts liés aux services essentiels visant à contrer la violence fondée sur le sexe (VFS), à l'échelon national et dans l'aide étrangère. Cela comprend le financement des groupes de première ligne et des groupes de défense des droits des femmes qui soutiennent les survivantes de la violence fondée sur le sexe ainsi que la mobilisation de l'aide, du commerce et des investissements étrangers pour encourager la poursuite des investissements nationaux dans la lutte contre la violence fondée sur le sexe.

- ✓ Engager et augmenter le financement public national et international pour le renforcement des systèmes de santé sensibles à la sexospécificité et la couverture sanitaire universelle, en mettant un accent particulier sur l'investissement dans la santé et les droits maternels, sexuels et reproductifs.
- ✓ Créer et déployer des mécanismes pour obliger les entreprises et les grands employeurs du secteur public des pays du G7 à augmenter le nombre de femmes dans les conseils d'administration et à tous les niveaux de gestion et de direction, dans le but d'atteindre la parité des sexes d'ici 2030.
- ✓ Fournir de nouveaux fonds substantiels aux organisations et mouvements de défense des droits des femmes – y compris dans des contextes de crise – qui leur soient offerts à long terme, qui soient prévisibles et qui leur assurent un soutien de base pour renforcer leurs capacités organisationnelles et leurs capacités de s'adapter aux tendances, aux possibilités et aux reculs émergents.
- ✓ Augmenter le pourcentage de l'APD consacrée aux données sur le développement (actuellement à 0,3 %) et confier le mandat à l'ensemble des bureaux nationaux de statistique de produire des données mieux ventilées par âge et par sexe. Exiger la collecte et l'utilisation de données ventilées par sexe dans tous les pays bénéficiant d'un soutien bilatéral, notamment demander l'intégration de données ventilées par sexe dans la collecte de données nationales et l'utilisation de données ventilées par sexe dans l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes dans les pays.
- ✓ S'engager à mettre sur pied un conseil consultatif du G7 sur l'égalité des sexes, à faire le suivi du rendement du G7 à l'égard des mesures et des engagements en matière d'égalité des sexes et à en faire état, ainsi qu'à atteindre la parité des sexes dans les délégations de pays, de ministres et de sherpas du G7 d'ici 2025.

ÉCONOMIE : INCLUSIVE, NOVATRICE ET PRODUCTIVE

L'autonomisation économique et l'inclusion financière des femmes sont des conditions à une croissance économique inclusive et équitable. Levier puissant de changement, l'autonomisation économique des femmes peut favoriser l'égalité des sexes et des avantages intergénérationnels à grande échelle pour les femmes, leurs enfants, les ménages et les communautés. Les femmes qui sont économiquement autonomes ont non seulement un meilleur accès au revenu et aux actifs économiques, mais elles peuvent gérer elles-mêmes leurs propres gains économiques et elles jouissent d'un pouvoir de décision plus équitable. **Le Conseil recommande entre autres aux dirigeants du G7 les mesures suivantes :**

- ✓ Reconnaître, réduire et redistribuer les tâches domestiques et de garde non rémunérées entre les familles et le secteur public, et entre les filles et les femmes et les garçons et les hommes, en

investissant dans des services universels d'éducation et de garde d'enfants financés par l'État et en veillant à ce que les entreprises et les organismes sans but lucratif offrant des services de garde soient bien réglementés.

- ✓ Instituer ou améliorer des programmes de congés parentaux payés afin de soutenir toutes les familles admissibles. Fixer un objectif selon lequel les hommes réaliseraient 50 % des tâches domestiques et de garde non rémunérées en l'espace d'une génération, instituer des congés parentaux non transférables et consacrer des efforts de sensibilisation de la population pour atteindre cet objectif.
- ✓ Intégrer l'analyse comparative entre les sexes, la budgétisation sensible à la sexospécificité et l'audit selon les sexes tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques. Rendre l'analyse comparative entre les sexes obligatoire dans le cycle budgétaire en adoptant des approches permanentes, participatives et transparentes de l'analyse fondée sur les sexes et de la budgétisation et en proposant des mesures législatives visant à l'inclure dans les processus de gestion budgétaire et financière des gouvernements. Créer et financer un mécanisme mondial consacré à la prestation d'une aide technique à court et à long terme sur la budgétisation sensible à la sexospécificité.
- ✓ Réduire l'écart entre les hommes et les femmes sur le plan de l'inclusion financière en ce qui concerne les services financiers et la propriété des comptes bancaires en numérisant les paiements de transfert de protection sociale aux femmes; s'assurer que ces fonds sont versés dans des comptes bancaires mobiles détenus par des femmes; et concevoir des systèmes de paiement numérique et des programmes de protection sociale pour répondre aux besoins des femmes.
- ✓ Veiller à ce que les femmes puissent être productives et novatrices dans l'économie en créant des conditions propices à un travail décent, y compris pour les femmes dans le secteur informel; ratifier la Convention 189 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la protection des travailleurs domestiques rémunérés; soutenir une nouvelle norme de l'OIT sur la fin de la violence et du harcèlement dans le monde du travail; adopter des mesures législatives sur l'équité salariale qui sont surveillées et appliquées; et réduire l'écart entre les sexes dans la participation au marché du travail de 25 % d'ici 2025.
- ✓ Inciter le secteur privé à réaliser l'égalité salariale entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des entreprises et à tous les niveaux de gestion d'ici 2030, avec des sanctions en cas de non-respect; et adopter un modèle de rapport annuel publié chaque année de type « se conformer ou s'expliquer » contenant des données ventilées par sexe sur l'équité salariale.

PLANÈTE : EN SANTÉ ET EN SÉCURITÉ

L'égalité des sexes est le principal garant de la paix – plus que la richesse ou le niveau de démocratie d'un État. La paix et la sécurité des femmes au quotidien sont au cœur de l'édification de sociétés justes, pacifiques et durables. Un monde plus pacifique et plus sûr signifie que les filles et les femmes ont une vie exempte d'abus, d'exploitation et de violence. Et, bien que les changements climatiques touchent tout le monde et que les filles et les femmes puissent jouer un rôle considérable dans l'atténuation des changements climatiques, ce sont les filles et les femmes qui portent le plus lourd fardeau et qui sont touchées de façon disproportionnée en raison des inégalités entre les sexes et de la discrimination. **Le Conseil recommande entre autres aux dirigeants du G7 les mesures suivantes :**

- ✓ Soutenir la mise en œuvre énergique et le renforcement continu des politiques et des plans d'action des mécanismes multilatéraux de financement de la lutte contre les changements climatiques et adopter une approche sexospécifique du financement de la lutte contre les changements climatiques aux niveaux national et mondial, notamment en établissant des cadres de suivi tenant compte des sexospécificités et en préconisant des évaluations cohérentes des répercussions sexospécifiques de tous les instruments de financement de la lutte contre les changements climatiques.
- ✓ Donner aux femmes les moyens de tirer parti des avantages d'une économie à faibles émissions de carbone et résiliente au climat, notamment en veillant à ce que les femmes tirent également profit de l'accès aux nouvelles technologies et en assurant le leadership, la participation et la voix des femmes dans les processus décisionnels mondiaux, nationaux et communautaires en matière de climat.
- ✓ Veiller à ce que les discussions et les actions du G7 sur la paix et la sécurité favorisent la sécurité humaine et fournissent des ressources budgétaires adéquates et prévisibles pour les organisations de femmes de première ligne impliquées dans la prévention et l'atténuation des conflits, le règlement des conflits, les négociations de paix et la reconstruction post-conflit.
- ✓ Affecter 50 % des fonds aux pays touchés par des conflits, en particulier pour les femmes et les activités de paix et de sécurité, et associer des plans budgétaires à tous les plans d'action nationaux sur les femmes, la paix et la sécurité d'ici 2020.
- ✓ Intégrer des conseillers pour l'égalité des sexes dans les processus de planification opérationnelle des forces militaires du G7 et élaborer des directives au niveau international sur les changements à apporter à la doctrine militaire afin de s'assurer que les armées nationales collaborent avec les organisations de la société civile, en particulier les organisations communautaires de femmes.

Faire de l'inégalité des sexes une histoire du passé.

Pour en savoir plus sur le Conseil et ses membres, veuillez visiter le site Web :

<https://g7.gc.ca/fr/presidence-g7/conseil-consultatif-egalite-sexes/>